

LE RAPPORT EUROPE-MAGHREB VU DU JAPON

Kazuo MIYAJI

I - INTRODUCTION

Avant d'aborder le sujet de ma communication, il me paraît utile de répondre à trois questions d'ordre méthodologique.

Premièrement : est-ce qu'on peut voir, du Japon, le rapport Europe-Maghreb différemment des autres pays du monde, par exemple d'un des pays de l'Europe, comme l'Italie, ou du Maghreb, comme l'Algérie ? Certainement oui, parce que le Japon ne fait pas partie du système régional Europe-Maghreb ; c'est un pays tiers, qui est d'ailleurs très loin de cet espace géographique.

Deuxièmement : est-il possible de voir, du Japon, le rapport Europe-Maghreb différemment des autres pays tiers et lointains, comme par exemple les Etats Unis, ou la Chine ? Je pense que la réponse est encore affirmative, parce que les relations de ces pays tiers avec le système régional Europe-Maghreb diffèrent en fonction des rapports et des intérêts qu'ils entretiennent avec les deux rives de la Méditerranée.

Troisièmement : y a-t-il un paramètre qui mérite une attention particulière et qui distingue la vision du Japon quant au rapport Europe-Maghreb ? A mon sens, encore oui. C'est la position géographique particulière du Japon et son rôle singulier dans l'histoire moderne et contemporaine. On peut discerner trois étapes :

La première étape : au XIX^e siècle, le Japon est apparu dans l'arène internationale en tant qu'objet de l'impérialisme occidental. La position du Japon était alors comparable à celle des pays non-occidentaux, y compris les pays du Maghreb.

La deuxième étape : au début du XX^e siècle, après son annexion de Taïwan et de la Corée, le Japon est devenu un pays colonisateur, d'abord comme disciple ou bon élève des pays occidentaux, ensuite comme pays concurrent qui réclame la part du lion, réservée naguère seulement aux puissances européennes. La position du Japon est alors devenue plus proche de celle d'un pays européen, comme l'Allemagne ou l'Italie, pays en expansion à la recherche de colonies, que celle d'un pays du Maghreb, devenu l'objet de l'exploitation coloniale, appelée à cette époque *la mise en valeur coloniale*.

La troisième étape : après sa défaite à la Deuxième Guerre Mondiale, et après la réforme politique sur le modèle démocratique occidental, et la

reconstruction de son économie sur le modèle capitaliste et libéral, toujours occidental, le Japon est devenu partenaire/concurrent des économies occidentales dans toutes les parties du monde, y compris au Maghreb ; tout en maintenant son identité culturelle en tant que pays oriental. Pays industrialisé, le Japon est un pays membre de l'OCDE et du G5, ayant une position similaire à celle de la France. Cependant, comme pays vaincu, le rôle du Japon dans les relations internationales reste toujours très limité du point de vue politique et militaire, comme l'Allemagne. D'autre part, comme pays asiatique, le Japon ne sera jamais intégré au système occidental, à cause de sa culture orientale ou bien de la peau jaune de ses habitants : on ne sait jamais. La demande d'adhésion du Maroc à la CEE et le refus catégorique des institutions européennes m'a fait évoquer cette position ambiguë du Japon, et j'avoue que je me rappelle avoir éprouvé alors un certain sentiment de sympathie envers ce pays non-européen.

Il est fort possible que cette ambivalence de la position du Japon dans l'histoire du monde, et son évolution dans le temps, me permettra de voir le rapport Europe-Maghreb différemment des autres intervenants ici présents. Par conséquent, c'est à travers ces trois étapes que j'essayerai de voir ce rapport.

II – RAPPORT EUROPE-MAGHREB ET EUROPE-JAPON JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE

Situé en Extrême-Orient et entouré par la mer, le Japon a été pendant longtemps isolé du monde. Jusqu'à l'arrivée des Européens (les Portugais) sur ces îles lointaines, en 1543, les contacts avec le monde extérieur se limitaient à la Chine et à la Corée, dont les Japonais partageaient une vision du monde selon laquelle le monde est constitué par un centre de la civilisation (la Chine), des pays limitrophes (l'Asie), et les autres pays. La partie de terre au-delà de l'Inde (Tenjiku) était appelée Nanban (littéralement les pays barbares du Sud), y compris l'Europe actuelle et le Maghreb. La conception ethnocentriste du monde certes, mais tout à fait commune à l'époque, dans le monde entier, y compris dans une Europe qui commençait à peine à affirmer son identité à travers la découverte du monde.

L'arrivée des Portugais a apporté des transformations significatives à l'histoire du Japon parce qu'ils ont apporté avec eux des fusils (facteur déterminant qui affectait les rapports de force entre les classes militaires) et que, désormais, des informations sur le monde extérieur étaient fournies au Japon par des voyageurs européens, parallèlement aux canaux traditionnels de la Chine et de la Corée.

La période 1453-1639 (année de la fermeture du pays par le Gouvernement de Tokugawa) est unique dans l'histoire du Japon, au sens où l'ouverture du pays et les contacts avec les Européens ont accéléré les changements politiques et sociaux, et préparé l'établissement du pouvoir central (Gouvernement de Tokugawa). Il est à noter que la comparaison de cette époque dans l'histoire du Japon et du Maghreb devrait ouvrir une nouvelle

perspective de recherche historique aussi bien au Maghreb qu'au Japon ; autrement dit, la domination de l'Empire ottoman sur l'Algérie et la Tunisie, la prise du pouvoir par les Saadiens et les Alaouites au Maroc, étaient suscitées par le même facteur exogène qui est la montée des pays européens et la croissance graduelle de leur influence durant les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Cette époque reste encore très peu exploitée du point de vue du comparatisme historique, malgré la possibilité de travaux qui pourraient ouvrir de nouvelles perspectives de recherche.

Au XIX^e siècle, l'arrivée de la flotte américaine (appelée *Krohuné*), et l'ouverture qu'elle impose, fait entrer l'histoire du Japon dans une phase nouvelle. Des études comparatives de la tentative de modernisation, au XIX^e siècle, au Japon, dans le monde arabe (l'Égypte de Mohammed Ali) et en Turquie (Tanzimat) ont déjà été entamées par des chercheurs japonais, égyptiens et turcs, mais elles restent encore à faire avec les Maghrébins.

Les pays du Maghreb et le Japon ont entrepris, sur le modèle européen, la même tentative de modernisation, des réformes politiques, économiques et culturelles afin de créer un Etat moderne et indépendant capable de résister à la pression occidentale. Ces mêmes efforts ont abouti au Japon à la création de l'Etat de Meiji, mais, au Maghreb, ils ont accéléré le processus de la conquête européenne. Quelles sont les causes de la différence de ces résultats ? Il doit y avoir divers facteurs d'explication, endogènes et exogènes, mais puisque je ne pourrai pas les développer longuement ici, je vais me contenter de mentionner quelques faits symboliques.

1) En tant qu'instruments du colonialisme européen, les mêmes personnages européens ont joué des rôles importants dans l'histoire moderne au Maghreb et au Japon. L'exemple de Léon Roches mérite une attention particulière. Après avoir accompli une mission ambiguë en Algérie (probablement agent double de l'Emir Abdelkader et de l'armée française), il a été nommé successivement Consul général de France en Tunisie, et ensuite Ministre plénipotentiaire au Japon. Le nom de Roches est lié en Tunisie à la création d'un cours mixte et de la promulgation des Pactes fondamentaux en 1857, et, au Japon, à la rivalité anglo-française, à l'époque de la guerre civile qui précéda la révolution de Meiji. Il a pris part au gouvernement de Shôgun contre son adversaire anglais qui soutint la force impériale.

2) Cibles du colonialisme européen, le Japon et le Maghreb étaient également objets de l'exotisme occidental, comme en témoigne Pierre Loti, officier de la marine française et romancier orientaliste.

Ces deux faits montrent qu'il n'y avait pas, à cette époque, de contact indirect par l'intermédiaire de l'Europe, apparue comme puissance coloniale et s'affirmant comme telle.

La première tâche que le gouvernement de Meiji assumait dès l'établissement de son pouvoir a consisté à construire, sur le modèle européen, un Etat souverain, suffisamment riche et puissant pour résister à l'invasion étrangère. Il est presque surprenant que le nouveau gouvernement ait envoyé en 1871, en Occident, la délégation Iwakura accompagnée de 59 étudiants (dont 5 filles). A peine 3 ans après son installation, et parallèlement aux

nombreuses réformes administratives en cours, des hommes forts du régime, comme Iwakura (vice-premier ministre, chef de délégation), K. Kido (ministre d'Etat), T. Okubo (ministre des finances), et H. Itou (ministre de l'industrie), participaient à cette mission et séjournèrent pendant environ 2 ans aux Etats-Unis et en Europe, afin d'apprendre sur place le savoir-faire occidental en matière de gestion de l'Etat, d'industrie, de commerce, des arts et de technologie.

Les pays du Maghreb et le Japon partagent cette expérience de l'envoi d'une mission et d'étudiants à l'étranger. Mais deux différences sont à relever : d'abord, au Japon, des hauts fonctionnaires « modernistes » restaient toujours au pouvoir faisant face à la résistance des « traditionalistes », ensuite, les origines sociales des étudiants étaient, dans le cas du Japon, très diversifiées, contrairement à leurs confrères maghrébins issus eux des notables de la Cour.

Parmi les divers facteurs internes et externes qui rendent compte de la différence de destin du Japon et du Maghreb, il faut noter un facteur déterminant : c'est grâce à deux victoires difficilement acquises, à la guerre sino-japonaise (1884-85) et à la guerre russo-japonaise (1904-05), que le Japon réussit à garder son indépendance à l'égard des puissances occidentales, tout en devenant lui-même un pays colonisateur. C'est en d'autres termes, au détriment des pays voisins d'Asie, l'annexion de Taïwan en 1885, et celle de la Corée en 1910, qui ont marqué un tournant décisif.

Il n'est pas nécessaire d'ajouter que le Japon pouvait compter dans ces deux guerres coloniales sur des appuis matériels et diplomatiques des pays européens (surtout de l'Angleterre) dont l'objectif consistait dans la partition de la Chine, pour la première, et dans l'affaiblissement de la poussée russe et allemande, pour la deuxième. Les historiens japonais ne sont pas encore en mesure de répondre à une question de première importance : est-ce que le Japon pouvait échapper à la domination coloniale occidentale, sans imposer lui-même sa domination coloniale aux pays voisins ?

III - RAPPORT EUROPE-MAGHREB ET JAPON-ASIE LORS DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE

Après sa victoire contre la Russie en 1905, le Japon a imposé à la Corée une convention qui lui a permis d'installer à Séoul un résident général et de commencer la pénétration à l'intérieur du pays tout en privant graduellement de ses droits souverains la Corée, aboutissant à son annexion et à l'établissement du gouvernement général en 1910. Les objectifs de la politique coloniale consistaient d'abord dans *la mise en place d'une politique indigène*, pour maintenir la paix coloniale tout en écrasant la résistance populaire coréenne, et ensuite dans *la mise en valeur* de la colonie, à travers le peuplement et l'exploitation des ressources naturelles et humaines. Il y a lieu de noter un fait significatif : la première tâche du gouvernement colonial japonais a été la promulgation d'une loi sur l'expropriation des terres en 1911. Le Japon appliquait ainsi en Corée une politique d'assimilation en

imposant la langue japonaise comme unique langue officielle de la colonie, sans toutefois reconnaître aux Coréens des droits civils et civiques élémentaires.

Il y a beaucoup d'éléments communs aux processus de colonisation du Maroc et de la Corée : et à la politique coloniale menée en Algérie et en Corée : il reste cependant encore à les étudier en profondeur.

Deux faits significatifs : *primo*, le Japon a réussi à abolir, en 1911, les traités inégaux qui lui ont été imposés par les puissances européennes en 1859 ; *secundo*, le premier livre sur l'Algérie a été rédigé par un Japonais, et publié en 1923 par un fonctionnaire du gouvernement général de la Corée après sa mission d'information en France et en Algérie.

Objectivement parlant, le Japon, à cette époque, était un disciple ou un bon élève du colonialisme occidental, et il essaya d'imiter sa politique coloniale en interprétant à sa manière *la mission civilisatrice* et le *White Men's Burden* malgré la peau jaune de ces colonisateurs. Avec le recul, on comprend fort bien la réaction du peuple coréen qui ne veut pas pardonner aux Japonais cette histoire coloniale.

Après la Première Guerre Mondiale, le Japon aurait pu jouer un rôle plus positif aux conférences de paix et aux réunions de la Société des Nations, par exemple à l'occasion de la Guerre du Rif, ou contre la discrimination raciale, mais hélas, ce n'a pas été le cas, car il a voulu étendre sa zone d'influence au continent chinois en contrepartie de sa reconnaissance aveugle du statu quo imposé par deux puissances impériales (britannique et française) quant au partage de l'Empire ottoman.

La conséquence logique de cette politique expansionniste et militaire était la confrontation directe avec les intérêts américains en Chine, et britanniques et français au Sud-est asiatique. Se cachant derrière l'idéologie officielle du Japon impérial et impérialiste de cette époque qui consistait en la proclamation de la guerre sainte en vue de libérer les peuples d'Asie du joug des impérialistes occidentaux et de constituer une grande zone de prospérité asiatique, l'armée japonaise envahissait les pays d'Asie, brûlait la terre et pillait les peuples. Le résultat de cet expansionnisme militaire fut l'apocalypse de Hiroshima et de Nagasaki, et la défaite complète de 1945. La dernière invasion du Koweït par l'armée irakienne m'a fait penser à cette expérience terrible. Comme le peuple irakien, les Japonais ont commis l'erreur d'avoir cru en la guerre sainte malgré le caractère oppressif de la politique d'occupation de la terre conquise. Quelques remarques :

Premièrement : comment peut-on qualifier cette conception de grande zone de co-prospérité asiatique ? Et comment peut-on évaluer cette expérience ? Et de quel point de vue ? Cette conception n'était en fait que la réaction de l'impérialisme japonais face à l'Empire britannique (British Common Wealth of Nations) et à l'Empire français, parce que c'était l'époque de la formation des économies de bloc ; et la tentation d'un régionalisme fermé auto-centré était alors très forte.

Deuxièmement : cette question nous conduit à l'observation concernant l'évaluation du système colonial. Comment peut-on évaluer les expériences

coloniales ? Et de quel point de vue ? Je ne veux pas répéter ici le fameux débat sur le bilan de la colonisation, mais il faut reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire concernant ce bilan, avec un peu de recul, et à la lumière de comparaisons avec les expériences dans les autres régions.

Troisièmement : des marchandises japonaises commençaient à pénétrer les marchés maghrébins dès cette époque. Ces exportations japonaises étaient composées, de produits exotiques, comme le thé, la céramique, la faïence et la soie (soie grège et étoffe), et de produits industriels (textiles ou ustensiles de ménage) très bon marché et de mauvaise qualité.

Quatrièmement : certains films français ou américains ont eu un grand succès auprès des spectateurs japonais qui ont eu pour effet de répandre des images exotiques du Maghreb, citons, entre autres : « Pépé le Moco » avec Jean Gabin, « Casablanca » avec Humphrey Bogard et Ingrid Bergman, et « Foreign Legions » avec Gary Cooper. Fort curieusement, maintenant encore, les touristes japonais d'un certain âge s'intéressent à la Kasbah d'Alger ou à l'Hôtel Es-Safir (ex. Alleti,) à cause de ces films exotiques.

IV - RAPPORT MAGHREB-JAPON APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

La Deuxième Guerre Mondiale, la défaite et la destruction complète de l'économie japonaise ont coupé complètement les relations commerciales à peine établies entre le Maghreb et le Japon.

Cependant, les Japonais ont commencé à envisager l'histoire mondiale avec une optique tout à fait différente de celle qui était la leur avant la guerre. Ils ont redécouvert, pour ainsi dire, leur identité asiatique et les trois continents : l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Les mouvements nationaux en Inde, en Chine, et un peu plus tard en Egypte et au Maghreb suscitérent parmi le peuple japonais une grande émotion de sympathie. Les partis politiques (socialistes et communistes), les unions syndicales et les étudiants ont souvent manifesté leur soutien aux mouvements de libération nationale tout en les liant à leur propre cause qui était de mettre fin à l'occupation militaire américaine. Même au sein du parti conservateur, il y avait des éléments qui se groupaient autour d'un comité de solidarité afro-asiatique créé par les membres du Parlement japonais : ils ont organisé des meetings pour soutenir les mouvements nationaux afro-asiatiques et réussit à convaincre le gouvernement à envoyer une délégation japonaise à la Conférence de Bandung en 1955. Ils ont facilité l'ouverture d'un bureau de liaison du FLN à Tokyo, en 1958. Citons, entre autres, les noms de MM. Kitamura et Utsunomiya, députés du parti conservateur, et respectivement premier et second Président de l'Association Japon-Maghreb. Cette atmosphère intellectuelle pro-afro-asiatique s'est accompagnée de la mise en place d'études maghrébines au Japon.

La reconstruction de l'économie japonaise dans les années cinquante et la croissance rapide de cette économie, le miracle économique japonais, des années soixante ont permis aux Japonais de relancer les activités

commerciales avec le Maghreb. Dès l'indépendance, le Japon a établi des relations diplomatiques avec les pays du Maghreb, et ouvert une ambassade du Japon en 1961 au Maroc, en 1964 en Algérie, et en 1969 en Tunisie. L'ouverture de l'ambassade des pays du Maghreb à Tokyo, c'est faite respectivement en 1964 (Algérie), en 1965 (Maroc), et en 1969 (Tunisie). Mis à part le dynamisme de l'industrie japonaise et la compétitivité de ses produits, il faut noter un autre facteur qui a facilité le développement des relations commerciales entre le Maghreb et le Japon : il s'agit de la politique commerciale de chaque gouvernement qui visait la diversification de ses partenaires commerciaux, afin de se libérer de l'emprise économique française. Si l'on essaie de schématiser, on peut discerner 3 périodes dans le développement de ces relations commerciales et économiques :

- 1) Les années soixante : Exportation des biens de consommation
- 2) Les années soixante-dix : Exportation des biens d'équipement
- 3) Les années quatre-vingt : Exportation des capitaux.

Puisque les produits exotiques traditionnels (thé, faïence) et les produits industriels bon marché commençaient à perdre de la compétitivité dans le marché maghrébin, face à la concurrence chinoise (y compris celle de Taiwan), ce sont des produits industriels nouveaux qui matérialisent la percée japonaise dans les années soixante, comme les postes de radio et les magnétophones transistorisés, les appareils photo, suivis ensuite par le matériel de bureau (photocopieuses) et les moyens de transport (véhicules industriels). Les voitures de tourisme japonaises n'ont pas eu de succès remarquable au Maghreb, à cause de l'attachement des automobilistes à leurs marques favorites, certes, mais aussi de par les effets de la pression du gouvernement français qui tenait à garder à tout prix son marché privilégié.

Dans les années soixante-dix, et surtout après le choc pétrolier de 1973, les plans de développement ambitieux lancés par les gouvernements du Maghreb ont créé la demande massive en biens d'équipement et les entreprises japonaises ont réussi à pénétrer les marchés de construction des complexes industriels après une la compétition très sévère avec les occidentaux. Le cas de l'Algérie, et sa stratégie d'industrialisation accélérée, est le plus significatif. Les importations algériennes en provenance du Japon, qui étaient au niveau de 10 millions de dollars US en 1969, dépassaient 220 millions en 1975, 780 millions en 1978. La part du Japon, dans les importations totales était respectivement, de 1 % en 1969, 3,7 % en 1975, et de 9,0 % en 1978. En ce qui concerne le Maroc, pays non-producteur de pétrole, ou de la Tunisie, petit producteur, la percée japonaise a été beaucoup moins spectaculaire qu'en Algérie.

La balance commerciale a presque toujours été défavorable aux pays du Maghreb (voir Tableau 1), à l'exception du Maroc qui réalisait parfois l'équilibre commercial grâce à l'exportation des phosphates. Les exportations de biens d'équipement étaient accompagnées par l'octroi de crédits préférentiels (Crédit en yens), et/ou bancaires aux taux réduits (Crédits fournis par la Banque d'Exportation et d'Importation du Japon), ou bien de crédits bancaires aux taux d'intérêt commerciaux (par les banques commerciales ou les *Sogoshusha*).

TABLEAU 1
Relations commerciales entre le Maghreb et le Japon en 1975 et 1985
 (Millions \$EU)

	ALGÉRIE		MAROC		TUNISIE	
	Import	Export	Import	Export	Import	Export
FRANCE (1975)	2 003 33,5 %	633 14,7 %	800 30,2 %	335 21,7 %	488 34,4 %	163 19,0 %
JAPON	220 3,7 %	39 0,9 %	31 1,2 %	26 1,7 %	11 0,8 %	n.d.
FRANCE (1985)	2 421 24,7 %	3 020 29,8 %	877 22,8 %	511 23,6 %	717 27,6 %	433 26,6 %
JAPON	570 5,8 %	105 10,3 %	91 4,3 %	93 4,3 %	46 1,8 %	1 0,1 %

Source : UN, *International Trade Statistics*, 1975, 1980, 1986.

TABLEAU 2
Coopérations financières entre le Maghreb et le Japon (Millions Yen)

	ALGÉRIE	MAROC	TUNISIE
Don		17; 1976-1988 4 763	4; 1986-1988 178
Crédit Yen	1; 1974- 12 000	4; 1976-1983 23 300	4; 1977-1988 30 550
Crédit rééchl.		2; 1985-1986 2 489	
Banque exim.	14; 1976-1988 457 236	2; 1982-1983 26 844	2; 1979-1983 33 345
Crédit fournis.	9; 1985 79 528	n.d.	n.d.

Source : MITI, *Rapport annuel de la coopération économique du Japon*, 1988.

Cette tendance déjà visible dans les années soixante-dix, devint plus nette dans les années quatre-vingts, même au Maroc et en Tunisie (voir Tableau 2). Cette pratique, commune aux pays fournisseurs, a pour effet d'augmenter la dette extérieure des pays du Maghreb. Effet pervers concernant surtout le Japon : à cause de la hausse du Yen (1 \$US qui valait 360 Yens en 1971, a baissé à 240 Yens en 1981, et a même atteint le niveau de 120 Yens en 1986), et de la dévaluation de la monnaie locale, le remboursement en monnaie locale a presque quadruplé en 5 à 6 ans. Malgré un petit effort d'amélioration des conditions des prêts ou d'octroi de don de la part du gouvernement japonais, il est très clair que les partenaires maghrébins se plaignent des résultats financiers fort désagréables.

Contrairement au Maroc et à la Tunisie qui ont demandé le ré-échelonnement d'une dette extérieure où les crédits publics inter-gouvernementaux occupent une part importante, l'Algérie a eu recours aux emprunts sur

les marchés financiers internationaux. Les banques et les compagnies d'assurance japonaises, sous forme de consortium international, en collaboration avec les banques françaises, ont souvent répondu aux appels. L'encours de la dette à moyen et long termes atteint, fin 1988, environ 3,9 milliards de dollars pour le Japon, deuxième place après la France pour qui il était de 4,2 milliards ; soit respectivement 17,5 % et 18,3 % du montant total. Il est fort probable que le Japon ait dépassé, fin 1989, la France.

Malgré l'importance du Japon comme partenaire commercial et financier des pays du Maghreb, les investissements directs restent encore très faibles au Maghreb, à peine 2 cas en Tunisie et 1 au Maroc, et pas du tout en Algérie. Contrairement aux arguments des Maghrébins qui préconisent le Maghreb comme place privilégiée pour les industries japonaises exportatrices sur le marché européen, les décideurs japonais ont préféré les pays d'Europe pour délocaliser leurs usines dans le cadre de leur stratégie commerciale globale, et l'horizon 1993 de l'unification de l'Europe a encore accentué encore cette tendance.

CONCLUSION

A travers ces quelques observations sur les rapports Europe-Maghreb, Europe-Japon et Maghreb-Japon, en ce qui concerne les 3 périodes envisageables, j'ai confondu presque volontairement *le rapport et la comparaison* de deux systèmes régionaux : Europe-Maghreb et Japon-Asie. Cependant, il est aussi indéniable qu'on peut remarquer que :

1) Au XIX^e siècle, les rapports Europe-Maghreb et Europe-Japon se situent dans la même problématique historique, alors que les relations Japon-Maghreb n'existaient pas.

2) Lors de la première moitié du XX^e siècle, les rapports Europe-Maghreb et Japon-Asie constituaient deux systèmes parallèles d'abord, et antagonistes ensuite, (surtout à cause de la confrontation des intérêts européens et japonais au Sud-Est asiatique).

3) Après l'indépendance des pays du Maghreb, le rapport Japon-Maghreb apparaissait parallèlement au rapport Europe-Maghreb et au rapport Europe-Asie dans le système régional Japon-Asie qui était ici en dehors de mes préoccupations.

4) Cependant, il est très clair, que dans le futur, le Japon ne pourra occuper une place primordiale dans le système Europe-Maghreb, comme c'est probablement le cas de la France pour ce qui est du système Japon-Asie.

5) Dans le système international actuel, les systèmes régionaux ne peuvent pas rester fermés à l'extérieur : la co-existence, la complémentarité, et même la concurrence entre systèmes régionaux ouverts sont fort plausibles. On s'installe dans une régionalisation globale à laquelle aucun pays ne peut échapper. Reste à minimiser le déséquilibre entre les systèmes et entre les pays au sein du même système.